L'opposition politique en

(2e partie)

Par Badr'eddine Mili

I - L'opposition historique (suite)

B- Le parti de la Révolution socialiste

Dans le système monolithique institué par la Constitution du 10 septembre 1962 qui supplanta le projet de texte d'inspiration libérale préparé par l'Assemblée constituante de Ferhat Abbas, créer un parti d'opposition relevait de la gageure et bien imprudent était celui qui s'aventurait à le défier frontalement. Le pouvoir s'autorisait à utiliser contre ses opposants, réels ou potentiels, tous les moyens de dissuasion, jusqu'aux plus illégaux, sans parler de ceux, subliminaux, qui le dédouanaient, politiquement, et le présentaient sous les traits d'un régime progressiste ainsi que ses conseillers «pablistes» — du pseudonyme Pablo de Michel Raptis, chef de la 4e Internationale trotskyste — travaillaient à en populariser l'image, selon les canons de l'agit-prop de l'époque. Seul un militant au passé crédible était éligible à la tenter. Ce militant fut Mohamed Boudiaf.

Ancien dirigeant du «groupe des 22» et coordinateur du FLN historique, il avait été, avant et pendant la Révolution, de tous les événements déterminants du combat anticolonial qu'il sut maîtriser et transformer en autant d'opportunités abouties. Lorsqu'il prit, auréolé de ce passé, la décision de quitter le Front dont il détenait la carte n°1 pour mettre sur les rails, le 20 septembre 1962, le PRS (Parti de la révolution socialiste), 2e parti d'opposition à entrer en activité, nul ne s'en étonna.

Les militants et les citoyens qui l'avaient rallié y fondèrent l'espoir de voir la légitimité des institutions de la Révolution restaurée et le chantier d'une Constitution et d'un Etat, réellement démocratiques, rouvert sur une base et une perspective autrement plus justes et plus respectueuses des promesses de Novembre.

L'argument sur lequel il s'appuya, en premier, pour expliquer son acte, était d'ordre institutionnel. Il était hors de question – plaidait-il – qu'un homme de conviction se résolvât, sans réagir, à aller à l'encontre des résolutions auxquelles il avait adhéré, de 1954 à 1962, et dont les fondements – admis comme intransgressibles – reposaient sur le débat libre et la décision collégiale.

De son point de vue, les conditions qui avaient présidé au recouvrement par l'Etat de sa souveraineté n'étaient conformes ni à ces principes ni aux modalités de leur mise en œuvre convenues à Ifri et à Tripoli.

Elles étaient encore moins recevables quand il les examina à partir de sa position de premier vice-président du GPRA, une position légaliste qui lui fit, quelques mois plus tôt, décliner l'offre de l'EMG (état-major général) d'emprunter une voie parallèle pour prendre la tête de la première République de l'Algérie indépendante.

• A côté de cette revendication légitimiste, élément central de son programme, le PRS endossa, doctrinalement, l'habit de gardien des «vraies» valeurs du socialisme, un socialisme rigoureux, aux antipodes de celui «populiste» et «tapageur» «agité» par Ahmed Ben Bella, «gagné par le culte de la personnalité».

Ce fut cette synthèse entre le légitimisme qu'il mit en avant, dès les débuts, et «la pureté» du socialisme prêché qui conféra au PRS l'identité dans laquelle se reconnurent tous ceux qui rejoignirent ses rangs.

La base du parti s'agrégea autour du noyau formé par les anciens compagnons de lutte de Si Tayeb El-Watani, les fidèles du Constantinois et les «fédéraux» de France, avec, notamment, son futur codétenu, dans les camps du Sud, Mohand Akli Benyounès.

On ignore si Mohamed Mechati, Abderrahmane Guerras et Abdeslam Habachi lui manifestèrent des signes de sympathie ou pas. Apparemment non ; ils traînaient, de son compagnonnage, de vieux contentieux remontant à la période de l'OS et s'étaient, souvent, publiquement ou en privé, plaints du caractère autoritaire de leur supérieur hiérarchique dans l'Organisation.

Par contre, le colonel Salah Boubnider, ancien chef de la Wilaya II historique, s'était solidarisé avec la cause du nouveau parti, s'étant, lui-même, rangé dans l'opposition, dès juin 1962, au Congrès de Tripoli et, quelques jours plus tard, en juillet, le mois où il se lança à l'assaut de Constantine, avec Larbi Benredjem El-Mili. Ses troupes furent contrées par les hommes de Houari Boumediène, le colonel Chadli Bendjedid et le commandant Larbi Belkhir, victorieux de cette «mutinerie» dont Sawt El-Arab fut le premier à faire les frais, mis en détention à Saïda dans la même cellule que Boudiaf avec lequel il entama une longue grève de la faim.

L'implantation du PRS fut bien modeste, même si les syndicalistes lui fournirent le plus gros de ses effectifs. Ce déficit de mobilisation dû à l'embrigadement, tous azimuts, opéré par le FLN mais aussi à la vigilance du Parti communiste qui voyait d'un mauvais œil qu'on vienne chasser sur ses terres d'élection, avait été l'une de ses faiblesses, bien que compensée — mais insuffisamment – par l'aura du chef.

• L'implantation du PRS fut bien modeste, même si les syndicalistes lui fournirent le plus gros de ses effectifs.

Ce déficit de mobilisation dû à l'embrigadement, tous azimuts, opéré par le FLN mais aussi à la vigilance du Parti communiste qui voyait d'un mauvais œil qu'on vienne chasser sur ses terres d'élection, avait été l'une de ses faiblesses, bien que compensée — mais insuffisamment – par l'aura du chef.

«La guerre des sables» et l'assignation à résidence de celui-ci et de ses proches au Sahara n'arrangea pas les affaires de la formation qui, une fois son leader condamné à mort et poussé à l'exil, fut contrainte de demeurer en France et de centraliser ses activités dans un rayon géographiquement et organiquement très limité.

Réduit, pratiquement, aux échos de son organe central, *El-Jarida*, assuré, tant bien que mal, d'une certaine périodicité, le PRS vit sa base se rétrécir comme une peau de chagrin jusqu'en 1979, l'année où il décida de s'auto-dissoudre.

L'opposition s'était, dans l'intervalle, enrichie de l'apport de Hocine Aït Ahmed, Mohamed Khider, Krim Belkacem, Slimane Amirat, Ferhat Abbas, Cheikh Kheireddine et après 1965, d'Ahmed Ben Bella, lui-même, de Bachir Boumaza et d'Ahmed Mahsas, hiérarques de la Révolution ou vieux routiers de la politique qui n'avaient pas vu venir ce Mohamed Boukharouba qui allait, tous, les coiffer au poteau, s'excusant, une fois à la tête de l'Etat, de ce que «la Révolution fût une ogresse qui dévorait tous ses enfants».

En militant lucide, Mohamed Boudiaf tira les leçons de l'évolution du pays dans son fameux *Où va l'Algérie ?* et conclut que la fermeture hermétique du jeu politique par le régime «militaire» ne lui laissait aucune chance d'élargir sa marge de manœuvre.

Il décida d'abandonner la politique et de s'occuper de ses affaires privées, au Maroc, où un certain 16 janvier 1992, l'Histoire le rattrapa. Il crut que le jeu – la survie de l'Algérie en tant que République et Etat – en valait la chandelle. Bien mal lui en prit. Il est assassiné à Annaba, le 29 juin 1992. Avant cette fin tragique, il eut le temps de reconstituer le parti dont il confia les rênes à son vieux compagnon du «groupe des 22», Ahmed Bouchaïb, sous le nom de RPN (Rassemblement populaire national), le substitut qu'il souhaita voir succéder au FLN promis au musée.

La réaction d'adhésion de la jeunesse à ce projet fut instantanée, un geste ressenti, peut-être, par le vieux Président comme une revanche sur le destin qui lui rappela qu'en 1962, les intellectuels et «les forces vives de la nation» disputées par le FLN et le PCA manquèrent à son appel.

Le peuple algérien avait compris l'enjeu de «la main qu'il lui tendait» spontanément. Il s'en était saisi, immédiatement, mais il était trop tard… Lembarek Boumarafi et ses commanditaires en avaient décidé autrement. Ils signèrent, par leur acte, la deuxième mort du PRS.

C - Le Front des forces socialistes

Le cheminement qui aboutit à l'apparition du FFS dans le cercle des partis opposés au régime ne fut pas loin de ressembler à celui du PRS.

Dans ses déterminants de base, il apparaissait très proche de la formation de Mohamed Boudiaf avec laquelle il partageait la dénonciation du coup de force institutionnel de juillet 1962 et du culte de la personnalité, les vices de fond d'un régime dont tous deux réclamaient la disparition afin de libérer la voie au retour de l'Etat à la légalité.

Bâtis autour de deux fortes personnalités, l'un et l'autre se proclamaient de gauche et préconisaient des solutions à la crise convergentes. A la nuance près que le terreau dans lequel le FFS avait germé était plus complexe, émulsionné par un entrelacs de composants bien spécifiques à la personne de son fondateur et à sa région d'origine.

• **Le fondateur :** Hocine Aït Ahmed appartenait, par ses racines, à la chefferie religieuse éclairée de la Grande-Kabylie dans la culture de laquelle il s'était préparé à incarner le personnage d'un intellectuel.

Les circonstances voulurent qu'il fût un intellectuel révolutionnaire, lecteur d'Engels et de Clausewitz, des références qui lui furent utiles avant et pendant la Révolution armée et aussi, à Bandoeng, au contact du fin mandarin Chou En-lai et de Nehru, le fils spirituel du mahatma Ghandi auprès duquel il perçut que la cause qui l'habiterait sera celle de la démocratie que le Parti du Congrès indien avait prônée, avant 1949, en la rattachant, ombilicalement, au combat pour l'indépendance ; et non celle d'un apparatchik du genre que le stalinisme clonait, industriellement, à l'intérieur et à l'extérieur de l'Union soviétique.

Aussi, l'avènement du FFS, malgré les réticences de nombre de ses moudjahidine, fut salué, positivement, par la région parce qu'il correspondait à son sentiment que le traitement politique et économique que lui réserva le pouvoir, à l'indépendance, n'était pas à la hauteur de sa contribution à la libération, le même sentiment exprimé par le Nord-Constantinois et les Aurès privés des «avantages» auxquels ils croyaient, eux aussi, ouvrir droit.

• **La région d'origine :** Par son caractère, foncièrement, rebelle à l'autorité centrale, la Kabylie n'avait, jamais, accepté l'injustice. Généreuse dans le sacrifice qu'elle peut consentir, sans compter, elle ne s'embarrasse pas de formes pour réagir aux manquements dont elle pense avoir été la victime.

Aussi, l'avènement du FFS, malgré les réticences de nombre de ses moudjahidine, fut salué, positivement, par la région parce qu'il correspondait à son sentiment que le traitement politique et économique que lui réserva le pouvoir, à l'indépendance, n'était pas à la hauteur de sa contribution à la libération, le même sentiment exprimé par le Nord-Constantinois et les Aurès privés des «avantages» auxquels ils croyaient, eux aussi, ouvrir droit. Elle y voyait, aussi, une réponse à la marginalisation de Krim Belkacem, le négociateur en chef des Accords d'Evian et de Ouamrane écartés des tractations engageant l'avenir du pays.

La conjugaison de ces griefs a pesé, lourdement, dans la balance et expliqué que beaucoup d'hommes se soient retrouvés enrôlés dans la sédition.

La décision de s'engager dans une opération militaire improvisée, à l'horizon imprécis et dans un contexte d'hostilité du Maroc intéressé à annexer une partie du Sud algérien, était-elle appropriée et ne portait-elle pas, en elle-même, dès le départ, les ingrédients de l'échec ?

Une partie de la réponse à cette question est contenue dans la façon violente et fulgurante avec laquelle elle fut circonscrite par l'ANP, obtenant, au nom de «la défense de l'unité nationale et de l'intégrité territoriale» la reddition des principaux insurgés, Hocine Aït Ahmed, Mohand Oulhadj, Abdelhafid Yaha et Lakhdar Bouregaâ.

Ahmed Ben Bella ne sortit pas grandi de l'épreuve. Aussi affaibli que Hocine Aït Ahmed, et, en réponse à l'ascendant pris sur lui par son ministre de la Défense vainqueur de la rébellion, il tenta de reprendre la main en négociant avec le leader du FFS – libéré de prison – un accord qui lui permettrait d'activer sous le régime d'un hypothétique multipartisme non reconnu par la Constitution en vigueur. Une contradiction qui sera résolue par le coup d'Etat du 19 juin qui déclara la concession du président déchu nulle et non avenue.

• Débutera, alors, pour le parti un long chemin de croix parsemé d'épreuves dramatiques : persécutions, arrestations et même assassinats, un chemin qu'il traversa dans la posture d'un opposant intransigeant, exception faite de la parenthèse qui le verra autoriser certains de ses cadres (Mohand Amokrane Chérifi, Abdeslam Ali Rachedi, Hocine Benissad et Hachemi Naït Djoudi) à participer aux gouvernements de Abdelhamid Brahimi, Mouloud Hamrouche et Sid-Ahmed Ghozali en 1987, 1989 et 1991.